

Ecole française, deux poids, deux mesures (deuxième partie)

Il est pour le moins paradoxal que notre bonne vieille école républicaine, qui a formé pendant plus d'un siècle nos élites (et celles d'une partie du monde) se voie critiquée, conspuée et que nombre de familles ne trouvent de solutions que dans l'enseignement privé. Il est pour le moins paradoxal que cette école ne parvienne plus à produire les scientifiques et informaticiens dont nous avons besoin, à tel point que nous allons en Inde débaucher des étudiants, à grands renforts de bourses ! Comme si l'on savait que même l'attrait d'une bourse ne donnera pas aux jeunes Français l'appétit et le niveau des Indiens. Deux poids et deux mesures. Comment en est-on arrivés là ???

Certes, on pourra hurler avec les loups, crier à la décadence, à la disparition de l'effort, dénoncer la société de consommation (liée au libéralisme), la société de divertissement, la démission parentale ... et on aura mille fois raison. Mais cela suffit-il ? Quand on constate que, dans les écoles privées, des milliers de petits Français respectent les règles, acceptent les efforts et appellent de leurs vœux les connaissances et diplômes nécessaires pour devenir un citoyen actif et éclairé et un homme épanoui, on ne voit pas pourquoi cela n'est pas généralisé ... sauf à renvoyer à leurs responsabilités les croque-morts de l'école républicaine : Meirieu, Jospin, Allègre, L'OCDE, les lobbies d'entreprises... et les différents gouvernements qui les ont écoutés !

Pour les Meirieu et consorts, l'enseignant doit à la fois instruire et éduquer, et utiliser sa pédagogie pour convaincre l'élève, être libre et particulier, que ce qu'on lui propose est intéressant et bon pour lui. A lui de s'adapter à

l'hétérogénéité des classes et de mettre en œuvre une pédagogie différenciée et des « groupes de besoin ». L'Enfer est pavé de bonnes intentions. Quel parent ne serait pas séduit par l'idée que son enfant va être pris en compte tout particulièrement, avec son niveau, ses difficultés et sa personnalité ? Tout cela est intéressant si ... vous enseignez dans des classes à faible effectif et à des élèves acceptant leur sort d'élève.

Dans notre enseignement de masse, avec des classes de trente élèves dont un tiers en difficulté intellectuelle, sociale et/ou comportementale ... c'est l'Utopie. Peut-être plus grave encore, cette conception de l'enseignement a complètement perverti le système : c'est à l'enseignant de faire des efforts, d'« intéresser ses élèves, de faire le clown pour les amuser ... Les élèves, débarrassés de la contrainte républicaine de jouer le jeu d'une instruction qu'on leur offre, débarrassés de la contrainte de l'effort, reportent sur le professeur leurs échecs avec l'appui véhément des parents. Faire porter la responsabilité des difficultés ou des échecs sur les enseignants des années précédentes, en laissant de côté l'immense fainéantise ou le manque d'intérêt de l'élève, est d'ailleurs devenu la norme lors des rencontres parents-professeurs...

Deuxième dérive orchestrée par les pédagoges fous, relayant/utilisant les techniques de management : il faut travailler par « objectifs ». Comme si apprendre, savoir, construire, se construire ... n'était pas un objectif suffisant ! En fait, non seulement apprendre n'est pas un objectif suffisant mais c'est un objectif à éviter ! Le but c'est de « savoir faire et savoir être », c'est, comme le recommandait la loi d'orientation de Jospin de 1989, de permettre à l'élève « d'acquérir un savoir par sa propre activité », autrement dit, chaque élève doit se poser un problème et chercher comment le résoudre ; ce faisant, il doit être amené à découvrir/comprendre/connaître les raisons des choses ... Utopie

bis.

La technique est coûteuse et génératrice d'échec: il faut, avec cette méthode, trois fois plus de temps pour faire découvrir à chaque élève les règles d'accord du participe passé ou les bases de l'électricité qu'en amenant l'ensemble de la classe à suivre un raisonnement et une démarche communs, et, sur une classe de trente élèves, même partagée en groupes, une petite moitié jouera le jeu tandis que l'autre attendra que ça se passe, se contentant, dans le meilleur des cas, de recopier ce qu'ont fait les autres. Bref, les élèves motivés perdent leur temps dans les méandres des interrogations existentielles du type « mais comment marche donc une chasse d'eau ? » parce que les réponses qu'ils obtiennent, forcément, sont incomplètes, elles ne peuvent utiliser les mathématiques ou les notions scientifiques qu'ils ignorent. On les amuse, on les occupe. Quant aux autres, ils ne prennent pas au sérieux ces « activités » parce que la vraie vie (copains, jeux vidéos, films d'horreur ...) est ailleurs. Encore plus grave, pendant ce temps, les élèves ne rédigent pas, n'écrivent pas et vocabulaire et orthographe s'étiolent de plus en plus.

A contrario, quand on fait travailler toute une classe à l'ancienne, par exemple, sur un tableau de Goya et un autre de Bruegel et qu'on les amène à construire ensemble, sous la houlette du professeur, un faisceau d'indices pour comprendre le sens des tableaux, pour réfléchir à la condition humaine, quel bonheur d'entendre le moins scolaire, le plus « rebelle » à l'enseignement demander « on peut en faire un troisième ? » Et nul besoin de passer dix minutes à présenter un objectif, de chercher à justifier l'activité, de quasiment s'excuser d'importuner les élèves ... L'heure réussie, le sentiment d'avoir grandi, d'avoir rencontré quelque chose de différent du quotidien, suffit. Etonnant, non ? Et même révolutionnaire ! Mais dépassé. Comprenne qui pourra.

Comme on produit des incultes et qu'on ne peut ni ne veut le reconnaître, on introduit des méthodes d'évaluation

« indiscutables » : des tests en 6° d'une facilité déconcertante, un brevet constitué pour partie du contrôle continu et pour l'autre d'épreuves elles aussi d'une facilité déconcertante, un baccalauréat au rabais ...

On culpabilise les professeurs en comparant les résultats des tests de 6° avec ceux du brevet, avec les taux de redoublement en seconde, avec les taux d'échec au baccalauréat. Ils doivent travailler toujours plus pour bâtir des grilles d'observation, de correction, construire des PPRE (programmes personnalisés de réussite éducative, dernière lubie de nos gouvernants), rencontrer l'assistante sociale, le médecin scolaire, le psychologue... pour « comprendre » les difficultés des élèves mais, pendant ce temps, l'élève, conscient des excuses qu'on lui donne ne joue pas le jeu, il n'en a pas envie et il a acquis le droit de ne pas en avoir envie... On ajoutera pour la bonne bouche que la calamiteuse loi d'orientation de Jospin en 1989 ajoutait aux droits des élèves la « liberté d'expression » ... et Dieu sait qu'elle a été appliquée à la lettre !

D'ailleurs, revenons un peu sur Allègre, un des pires (avec Jospin) ministres de l'Education Nationale qu'on ait eus. Ce conseiller de Jospin entre 1988 et 1992, (favorable lui aussi au voile à l'école) et ministre de l'Education Nationale de 1997 à 2000 a tout fichu en l'air. Non seulement il avait un compte à régler avec les professeurs (une psychanalyse serait sans doute nécessaire), souhaitant « les remettre au travail » (sic !) ce qu'il a fait notamment en pervertissant/compliquant les mutations des professeurs qui sont devenues difficiles, aléatoires et ont contraint des milliers d'enseignants à l'instabilité, condamnés à boucher les trous sur tout un département, voire deux ... (Notre ministre de l'économie qui incite les Français à faire du vélo pour économiser du pétrole devrait se pencher sur les difficultés de pédaler matin et soir pour effectuer les 60 à 150 km que font nombre de collègues ...) tout en demeurant, cela va de soi, en forme,

pleins d'allant pour tenir et intéresser leurs classes !

Mais encore a-t-il souhaité « moderniser » l'école, c'est-à-dire nous proposer une école à l'américaine avec l'individualisation (voir plus haut) de la prise en charge de l'élève, le rapprochement école/entreprise, les efforts pour contrecarrer la prééminence des mathématiques dans l'enseignement (« désormais on a des machines pour faire les calculs »!!!!), préférant l'expression libre à la dissertation, critiquant les langues anciennes auxquelles il préfère la technologie ...Bref, allant dans le sens du vent, de la facilité et de l'adaptation d'une main d'œuvre docile car inculte aux lois du marché.

En effet, dans la perspective du libéralisme contemporain, on assiste à la commercialisation de l'Education, voulue par Jospin, Allègre et Raffarin pour appliquer les directives de la Commission de Bruxelles et les recommandations de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) : réduction des matières enseignées qui doivent quasiment disparaître en tant que disciplines pour se fondre dans l'interdisciplinarité et adaptation à la loi du marché, comme le recommande le dernier rapport de l'OCDE : « Le taux élevé de chômage des jeunes résulte peut-être de leur mauvaise préparation au marché du travail, mais il est dû aussi au salaire minimum trop élevé et à la législation de protection de l'emploi.

Il se peut en outre qu'il tienne à la réticence des jeunes à prendre un emploi subalterne de peur d'être piégé au bas de l'échelle sur le plan professionnel. Ce dernier facteur est peut-être lié à son tour à l'importance excessive que les employeurs accordent aux diplômes officiels, tant dans leurs décisions de recrutement que dans celles concernant la progression des carrières, au détriment des mesures des performances et des résultats obtenus dans l'emploi ».

On comprend bien que l'école n'a d'autre but, aux yeux de nos

élites mondialisées, que de produire des automates/esclaves performants et corvéables à merci. Alors les critiques et conseils, nombreux, que contient ce rapport, revisités à l'aune de ce constat, nous amènent à penser qu'un gouvernement républicain devrait bien se garder de faire ce que l'on lui demande : « supprimer le redoublement, alléger horaires et programmes pour donner la priorité au socle commun minimum, supprimer les parcours d'excellence, mettre l'accent sur la formation pédagogique des enseignants aux dépens de la formation initiale, recourir à la bivalence des enseignants, obliger ceux-ci à être davantage présents dans les établissements... », tous ces éléments étant demandés à la fois par l'OCDE, l'ERT (Table Ronde Européenne, cartel fondé en 1983 qui regroupe 47 des plus importants industriels européens) et la Commission Européenne, comme nous le verrons la semaine prochaine, dans la troisième partie de cet article.

Christine Tasin

[<http://christinetasin.over-blog.fr>-><http://christinetasin.over-blog.fr>]